



Bruxelles, le 1er avril 2009

**NON À LA PRÉSENCE DE CEUX QUI TIENNENT DES PROPOS
RACISTES, ANTISÉMITES ET XÉNOPHOBES À LA TÊTE DES
MEDIAS PUBLICS**

L'AEDH s'associe à Otwarta Rzeczpospolita - Open Republic dans sa protestation contre la nomination d'un ancien néo-fasciste au poste de Président de la télévision publique polonaise TVP et appelle à la vigilance face à la persistance et à la montée de l'antisémitisme et de la xénophobie en Pologne.

Aux

Président de la Diète, Président du Sénat, Premier Ministre de la République Polonaise, Ministre du Trésor Public, Députés et Sénateurs

Varsovie, le 27 mars 2009

Mesdames et Messieurs,

Nous nous adressons à vous avec un sentiment d'impuissance citoyenne face à la situation liée à la nomination d'un ancien néofasciste, Piotr Farfał, au poste de président par intérim de la Télévision Polonaise (TVP). Cette situation résulte, sans aucun doute, de la scandaleuse politique de coalition du précédent premier ministre, laquelle avait mis en avant des personnes prônant publiquement le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Aujourd'hui, les nouvelles autorités de la République Polonaise ne doivent pas rester passives face aux conséquences de cette politique. Nous nous adressons à vous, parce que vous légiférez et exécutez la loi dans notre pays ; or, nous sommes déçus en voyant qu'aucune mesure n'a été prise visant à résoudre cette situation honteuse et hautement nuisible.

Ce n'est pas la première fois que nous appelons à entreprendre des actions qui pourraient aboutir à révoquer Piotr Farfał. On nous a posé la question que peut-il faire de mauvais en administrant la Télévision Polonaise. Nous avons répondu qu'il suffisait qu'il ne fasse rien de bon. Aujourd'hui, à peine deux mois plus tard, nous pouvons présenter une longue liste des conséquences néfastes de ses décisions et instructions. Utilisant son poste, le président Farfał confie généreusement les fonctions dirigeantes dans l'administration de la TVP à des copains qui lui ressemblent, c'est-à-dire à des gens non professionnels, sans compétences et sans expérience ; des gens connus notoirement, par contre, pour leur participation dans des incidents racistes infamants et par leurs déclarations à consonance xénophobe. Ces nouveaux directeurs dans les structures de la TVP, copieusement payés de nos impôts, ce sont, entre autres, Ryszard Parada, Szymon Pawłowski, Marcin Rostowski et Konrad Bonisławski. Tous les jours, nous apprenons des nouveaux faits qui discréditent la télévision publique. Guidé par des considérations liées à son idéologie controversée, Piotr Farfał révoque les responsables des programmes remplissant les missions de service public, pourtant peu nombreux à la TVP ; il censure le travail des journalistes et impose la réalisation des projets contraires à l'intérêt public et aux missions d'une télévision publique.

Des institutions et organisations européennes réagissent déjà face à cette honteuse situation. Les autorités franco-allemandes de la chaîne de télévision ARTE ont déclaré qu'elles ne peuvent poursuivre leur collaboration avec Télévision Polonaise S.A. tant que son président, connu pour son nationalisme extrême, ne sera pas remplacé, car ce serait contraire aux valeurs de leur société. L'Association européenne pour la Défense des droits de l'homme (AEDH) a exprimé son indignation face au fait que la télévision publique en Pologne est administrée par un néofasciste et un nationaliste extrémiste, et a déclaré qu'elle allait attirer l'attention des organisations de droits de l'homme et des députés au Parlement européen sur cette affaire. A l'évidence, il n'est pas souhaitable que nous puissions être blâmés à cause de notre indifférence et passivité dans cette affaire.

Nous considérons qu'il faut sans délai étudier les actions juridiques et administratives indispensables, qui permettraient de s'extraire d'une situation qui apporte à la Pologne honte et préjudice. Nous sommes convaincus que s'est possible. Cette certitude s'appuie sur l'expérience de la façon immédiate dont le ministre de l'Intérieur avait solutionné une question pourtant proclamée jusqu'alors comme insoluble : celle de la restitution de la nationalité polonaise aux émigrés de Mars 1968.

Paula Sawicka
Présidente du Conseil d'administration
d'OR

Jerzy Jedlicki
Président du Comité de programmation
d'OR

Nous joignons un exemple des exploits journalistiques de Piotr Farfał. En 1995, dans la gazette "Le Front" (n° 4), dans un article intitulé "Espace vital", il écrivait :

"La cruauté et le courage des envahisseurs slaves étaient largement connus dans toute l'Europe. C'est nous qui étions agresseurs, et non esclaves ou gardiens de troupeaux, comme voulaient nous présenter les Juifs. (...) Le gouvernement sioniste, qui est en train actuellement de piller la Pologne, a conduit à ce que maintenant chaque enfant sait citer les tribus des sauvages américains ; mais, quel enfant sait dire quelque chose sur les peuples dont est issue leur Nation? Les Juifs effacent délibérément notre patrimoine, car sans racines tout se dessèche". (cité par Marcin Kornak dans "L'abus slave", revue 'Nigdy Więcej' (Plus jamais ça), n° 17, hiver-printemps 2009, p. 21-22).

Nous n'avons aucune information comme quoi Piotr Farfał ait publiquement renié ce genre d'opinions.

(Traduit du polonais par Stefan Bekier)

Contacts :

Paula SAWICKA, Présidente

OTWARTA RZECZPOSPOLITA –
OPEN REPUBLIC

Krakowskie Przedmieście 16/18 00-325 Warszawa

Tél : (00-22) 828 11 21

Fax : (00-22) 828 11 21

otwarta@or.org.pl ; www.or.org.pl

Pierre BARGE, Président

AEDH, Association Européenne pour la
défense des Droits de l'Homme,

Membre associé de la FIDH

33, rue de la Caserne

B- 1000 Bruxelles

Tél : +32(0)25112100

Fax : +32(0)25113200

aedh@aedh.eu ; www.aedh.eu